

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE  
ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 81 — 1993

12 AOÛT 1981. — Loi portant création  
d'une personne juridique de droit public  
dénommée « Palais des Beaux-Arts »

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Il est institué, sous la dénomination de « Palais des Beaux-Arts », appelé ci-après « l'établissement », un établissement doté de la personnalité juridique, classé dans la catégorie B visée dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'établissement relève du ou des ministres qui ont dans leurs attributions les institutions culturelles bilingues situées dans la région bruxelloise.

**Art. 2.** Le siège de l'établissement se trouve dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

**Art. 3.** L'établissement a pour mission :

- a) de gérer les bâtiments actuellement gérés par l'A.S.B.L. « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles » ;
- b) de mettre les bâtiments, selon les règles définies par le Roi, à la disposition d'organismes et d'associations dont l'objectif est d'organiser des activités culturelles à Bruxelles et dans les trois autres régions linguistiques ;
- c) de promouvoir la concertation entre les organismes et associations visées au point b).

**Art. 4.** Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement de l'établissement.

**Art. 5. § 1er.** L'établissement est placé sous l'autorité d'un conseil d'administration composé de :

- 1) 13 membres d'expression néerlandaise nommés par le Roi sur proposition du ministre compétent. Pour le premier mandat, deux au moins de ces membres doivent être choisis parmi les membres du conseil d'administration de l'A.S.B.L. « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles » tel que constitué avant sa dissolution ;
- 2) 13 membres d'expression française nommés par le Roi sur proposition du ministre compétent. Pour le premier mandat, deux au moins de ces membres doivent être choisis parmi les membres du conseil d'administration de l'A.S.B.L. « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles » tel que constitué avant sa dissolution ;
- 3) 1 membre d'expression allemande nommé par le Roi sur proposition des ministres compétents.

(1) Session 1980-1981.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 438/1. — Amendements, n°s 438/2 à 7. — Rapport, n° 438/8. — Amendements, n° 438/9.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 23 avril 1981.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 640/1. — Rapport, n° 640/2. — Amendements, n°s 640/3 à 6.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 17 et 18 juillet 1981.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP  
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 81 — 1993

12 AUGUSTUS 1981. — Wet  
houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon  
genaamd « Paleis voor Schone Kunsten »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Onder de benaming « Paleis voor Schone Kunsten », hierna de « instelling » genoemd, wordt een instelling met rechts-persoonlijkheid opgericht, ingedeeld in categorie B zoals bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De instelling hangt af van de minister of de ministers die de in het Brusselse Gewest gevestigde tweetalige culturele inrichtingen in hun bevoegdheid hebben.

**Art. 2.** De zetel van de instelling bevindt zich in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

**Art. 3.** De opdracht van de instelling bestaat erin :

- a) het beheer waar te nemen van de gebouwen thans beheerd door de V.Z.W. « Paleis voor Schone Kunsten van Brussel » ;
- b) onder de door de Koning te bepalen voorwaarden de gebouwen ter beschikking te stellen van instellingen en verenigingen waarvan het doel is culturele activiteiten te Brussel en in de andere drie taalgieden te organiseren ;
- c) het overleg tussen de sub b) bedoelde instellingen en verenigingen te bevorderen.

**Art. 4.** De Koning regelt de organisatie en de werking van de instelling.

**Art. 5. § 1.** De instelling wordt beheerd door een raad van beheer die samengesteld is uit :

- 1) 13 nederlandsstalige leden, benoemd door de Koning op voordracht van de bevoegde minister. Voor het eerste mandaat moeten ten minste twee van deze leden gekozen worden uit de leden van de raad van beheer van de V.Z.W. « Paleis voor Schone Kunsten van Brussel », zoals zij vóór haar ontbinding samengesteld was ;
- 2) 13 franstaalige leden, benoemd door de Koning op voordracht van de bevoegde minister. Voor het eerste mandaat moeten ten minste twee van deze leden gekozen worden uit de leden van de raad van beheer van de V.Z.W. « Paleis voor Schone Kunsten van Brussel », zoals zij vóór haar ontbinding samengesteld was ;
- 3) 1 duistaalig lid, benoemd door de Koning op voordracht van de bevoegde ministers.

(1) Zitting 1980-1981.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 438/1. — Amendementen, nrs. 438/2 tot 7. — Verslag, nr. 438/8. — Amendementen, nr. 438/9.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 april 1981.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 640/1. — Verslag, nr. 640/2. — Amendementen, nrs. 640/3 tot 6.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 17 en 18 juli 1981.

Lorsque 3/4 des membres visés au point 1) ou 3/4 des membres visés au point 2) jugent qu'une décision du conseil d'administration nuit aux intérêts de leur communauté, la décision est suspendue.

Le Roi statue dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision incriminée.

§ 2. 1) Le président du conseil d'administration est nommé par le Roi, au sein du conseil d'administration et sur proposition de celui-ci. La voix du président est prépondérante en cas de parité;

2) Le vice-président du conseil d'administration est nommé par le Roi, au sein du conseil d'administration et sur proposition de celui-ci. En l'absence du président, la voix du vice-président est prépondérante en cas de parité.

§ 3. Le président et le vice-président sont nommés pour une durée de deux ans.

Le président et le vice-président sont nécessairement d'un rôle linguistique différent. Il est nommé, alternativement, un président d'expression française et un président d'expression néerlandaise.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

§ 4. La qualité de membre du conseil d'administration est incompatible avec :

- 1) celle de membre d'une assemblée législative, du gouvernement ou d'un organe exécutif;
- 2) celle de fonctionnaire de l'établissement;
- 3) celle de membre d'un organe dirigeant ou de gestion d'une société affiliée exerçant ses activités dans le cadre de l'établissement.

Art. 6. Le Roi arrête le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration, sur proposition de celui-ci.

Art. 7. Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'établissement.

Il peut déléguer certains pouvoirs, au comité permanent, avec faculté de sub-délégation au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint.

Art. 8. § 1. Le conseil d'administration nomme en son sein, pour la gestion quotidienne de l'établissement, un comité permanent, composé de huit membres dont le président et le vice-président font partie de droit. Les autres membres sont nommés parmi les personnes visées à l'article 5, § 1, 1) et 2), dans le respect de la parité entre les communautés française et flamande. Les deux fonctionnaires dirigeants assistent aux réunions.

§ 2. Le comité permanent est présidé par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président. En cas d'absence du président et du vice-président, le membre le plus âgé assure la présidence.

Art. 9. L'établissement est dirigé par un fonctionnaire dirigeant et un fonctionnaire dirigeant adjoint, de rôle linguistique différent, nommés et révoqués par le Roi, le conseil d'administration entendu.

Art. 10. 1. L'Etat acquiert la propriété des biens immeubles exploités par l'A.S.B.L. « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », selon les modalités qui seront précisées par un acte passé par le comité d'acquisition d'immeubles pour l'Etat entre les parties intéressées.

§ 2. L'Etat reprend à sa charge le service des intérêts et de l'amortissement de tous les emprunts contractés par l'A.S.B.L. « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles » sous la garantie de l'Etat.

Art. 11. L'établissement reprend pour le surplus les biens immeubles, les droits et les obligations de l'association. Il ne peut acquérir de biens immeubles.

Art. 12. Des subsides destinés à l'établissement peuvent être inscrits au budget de l'Etat.

Art. 13. Le personnel de niveau 1 est nommé, promu et révoqué par le Roi sur proposition du conseil d'administration.

Wanneer 3/4 van de in 1) of 2) bedoelde leden van oordeel zijn dat een beslissing van de raad van beheer de belangen van hun gemeenschap schaadt, wordt de beslissing geschorst.

De Koning doet uitspraak binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de betekening van de gewraakte beslissing.

§ 2. 1) De voorzitter van de raad van beheer wordt door de Koning benoemd uit het midden en op voordracht van deze raad. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend;

2) De ondervoorzitter van de raad van beheer wordt door de Koning benoemd uit het midden en op voordracht van die raad. In afwezigheid van de voorzitter is, bij staking van stemmen, de stem van de ondervoorzitter beslissend.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van beheer worden benoemd voor twee jaar.

De voorzitter en de ondervoorzitter behoren noodzakelijkerwijze tot een verschillende taalrol. Er wordt om de beurt een nederlandsstalige en een franstalige voorzitter benoemd.

De leden van de raad van beheer worden benoemd voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat kan worden hernieuwd.

§ 4. Het lidmaatschap van de raad van beheer is onverenigbaar met :

- 1) dat van lid van een wetgevend lichaam, van de regering of van een uitvoerend orgaan;
- 2) de functie van ambtenaar bij de instelling;
- 3) het uitoefenen van een bestuurs- of beheersfunctie bij een van de aangesloten verenigingen, die hun activiteiten uitoefenen in het kader van de instelling.

Art. 6. De Koning stelt het huishoudelijk reglement van de raad van beheer vast op voorstel van deze raad.

Art. 7. De raad van beheer beschikt over alle bevoegdheden, die voor de werking van de instelling vereist zijn.

Hij kan bepaalde bevoegdheden overdragen aan het vast comité, met mogelijkheid tot subdelegatie aan de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar.

Art. 8. § 1. De raad van beheer kiest uit zijn leden, voor het dagelijks beheer van de instelling, een vast comité van acht leden, waarvan de voorzitter en de ondervoorzitter rechtens deel uitmaken. De overige leden worden gekozen uit de personen bedoeld in artikel 5, § 1, 1) en 2), met inachtneming van de pariteit tussen de Franse en de Vlaamse gemeenschap. Beide leidende ambtenaren wonen de vergaderingen bij.

§ 2. Het vast comité wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van beheer of, wanneer hij afwezig is, door de ondervoorzitter. In geval van afwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitter, neemt het oudste lid in jaren het voorzitterschap waar.

Art. 9. De instelling wordt geleid door een leidend ambtenaar en een adjunct-leidend ambtenaar, die elk tot een verschillende taalrol behoren en die door de Koning benoemd en ontslagen worden, nadat de raad van beheer is gehoord.

Art. 10. § 1. De Staat verwerft de eigendom van de onroerende goederen die door de V.Z.W. « Paleis voor Schone Kunsten van Brussel » worden geëxploiteerd, onder de voorwaarden die nader omschreven zullen worden in een tussen de belanghebbende partijen gesloten overeenkomst waarvan de akte wordt verleden door het comité van aankoop van onroerende goederen voor de Staat.

§ 2. De Staat neemt te zijnen laste de interesten en de terugbetaling van alle leningen die door de V.Z.W. « Paleis voor Schone Kunsten van Brussel » onder staatswaarborg zijn aangegaan.

Art. 11. De instelling neemt voor het overige de roerende goederen, rechten en verplichtingen van de vereniging over. Zij kan geen onroerende goederen verwerven.

Art. 12. Op de Rijksbegroting kunnen subsidies voor de instelling worden uitgetrokken.

Art. 13. Het personeel van niveau 1 wordt benoemd, bevordert en ontslagen door de Koning op voordracht van de raad van beheer.

Cette compétence incombe au conseil d'administration pour le personnel de niveaux 2, 3 et 4.

Le conseil d'administration peut, sans faculté de sub-délégation, déléguer ce pouvoir au comité permanent pour les emplois correspondant aux niveaux 3 et 4 visés au statut des agents de l'Etat.

**Art. 14.** Le cadre du personnel est fixé par le Roi de manière à assurer, à chaque niveau, la parité entre les communautés française et flamande.

**Art. 15. § 1.** Jusqu'à l'instauration du cadre et du statut du personnel, le personnel actuellement en place continuera à jouir des droits acquis tels qu'ils résultent du contrat de travail conclu avec l'A.S.B.L. « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », notamment quant au grade, à l'ancienneté, à la rémunération et aux droits à la pension tant légale qu'extra-légale.

**§ 2.** Dans les limites du cadre du personnel tel que déterminé à l'article 14, les membres du personnel en service le 1er octobre 1979 peuvent obtenir le statut de fonctionnaires nommés à titre définitif, sans qu'il soit satisfait aux conditions de ce nouveau statut, sous réserve d'accord des ministres de tutelle intéressés et suivant les règles fixées par le Roi, en particulier pour ce qui concerne la fixation de l'équivalence des fonctions.

**Art. 16.** A l'article 1 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la catégorie B est complétée dans l'ordre alphabétique, par les mots « Palais des Beaux-Arts ».

**Art. 17.** La loi du 3 août 1922 approuvant la participation de l'Etat dans la formation de l'association sans but lucratif dénommée « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers engagements consécutifs à cette participation, est abrogée.

**Art. 18.** La présente loi entre en vigueur à une date à fixer par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril — Espagne, le 12 août 1981.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Travaux publics,

**J. CHABERT**

Le Ministre des Finances,

**R. VANDEPUTTE**

Le Ministre de la Communauté française,

**M. HANSENNE**

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande,

**Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN**

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

**Ph. MOUREAUX**

De raad van beheer is daarvoor bevoegd voor het personeel van niveau 2, 3 en 4.

De raad van beheer kan, zonder de mogelijkheid van subdelegatie, deze bevoegdheid overdragen aan het vast comité voor de betrekkingen van niveau 3 en 4, bedoeld in het statuut van het Rijkspersoneel.

**Art. 14.** De personeelsformatie wordt vastgesteld door de Koning, met inachtneming van de pariteit tussen de Franse en de Vlaamse gemeenschap op alle niveaus.

**Art. 15. § 1.** Tot aan de invoering van de personeelsformatie en van het personeelsstatuut geniet het huidige personeel het voordeel van de verworven rechten die voortspruiten uit de gesloten arbeidsovereenkomst met de V.Z.W. « Paleis voor Schone Kunsten van Brussel » met name inzake graad, anciënniteit, bezoldiging en legale en extra-legale pensioenrechten.

**§ 2.** Binnen de perken van de personeelsformatie zoals die werd vastgesteld in artikel 14, kunnen de op 1 oktober 1979 in dienst zijnde personeelsleden het statuut van vastbenoemd ambtenaar krijgen, zonder dat aan de voorwaarden van dit nieuw statuut moet worden voldaan, met de instemming van de betrokken voorgedij-ministers en volgens de door de Koning vastgestelde regels, inzonderheid de gelijkwaardigheid van de functies.

**Art. 16.** In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt de categorie B, naar alfabetische volgorde, aangevuld met de woorden « Paleis voor Schone Kunsten ».

**Art. 17.** De wet van 3 augustus 1922 tot goedkeuring der deelneming van de Staat aan de oprichting der vereniging zonder winstgevend doel, genaamd « Paleis der Kunsten te Brussel », alsmede der verschillende uit deze deelneming voortvloeiende verbintenissen, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Deze wet treedt in werking op een door de Koning vast te stellen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril — Spanje, 12 augustus 1981.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Openbare Werken,

**J. CHABERT**

De Minister van Financiën,

**R. VANDEPUTTE**

De Minister van de Franse Gemeenschap,

**M. HANSENNE**

De Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,

**Mevr. H. DE BACKER-VAN OCKEN**

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

**Ph. MOUREAUX**